

Les subsides

Je voudrais parler d'abord de l'accident de Tchernobyl. Il a suscité l'intérêt de bien des scientifiques et de bien des gens, dans le monde entier.

Lorsque je me suis mis en communication avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, notamment avec le service du milieu atmosphérique, on m'a dit ceci: il existe 28 stations de contrôle atmosphérique au Canada, ceux-ci ont prouvé dans les années 50 que l'on pouvait obtenir une mesure assez précise, lorsqu'on essayait des bombes dans l'atmosphère en Union soviétique, aux États-Unis ou ailleurs; par conséquent ces postes devraient donner des chiffres précis sur le rayonnement dans l'atmosphère et dans les eaux de pluie dans toutes les régions du Canada.

En fait, pas plus tard qu'hier, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) a dit à la Chambre que l'on ouvrira de nouvelles stations de contrôle à Terrace, à Prince George et à Revelstoke. Jusqu'à présent, les seules informations que l'on puisse obtenir de la Colombie-Britannique, pour l'ensemble de la province, viennent de tests effectués à Vancouver. La majorité des prélèvements sont envoyés à Ottawa pour analyse et les renseignements sont disponibles en appelant la fameuse ligne rouge. Comme l'ont fait remarquer ceux qui répondent aux appels, ils restent parfois deux jours avec les mêmes renseignements. Par conséquent, une personne qui appellerait deux jours de suite pourrait recevoir à peu près la même réponse. Comme je l'ai dit hier, certaines petites localités de l'Alaska, comme Ketchikan, ont fait installer de l'équipement sur place pour avoir, toutes les cinq heures, des lectures de la radioactivité, dans l'atmosphère et dans les eaux de pluie, qui sont communiquées aux habitants de l'Alaska.

Manifestement, ce qu'a proposé le gouvernement le 5 mai n'est pas suffisant, puisqu'il ne donne pas aux Canadiens des renseignements précis. Je dois dire, toutefois, que l'information obtenue ne devrait pas inquiéter outre mesure les Canadiens, du moins pas suffisamment pour prendre de l'iode ou d'autres mesures similaires.

Nous devons tirer les leçons qui s'imposent de l'accident de Tchernobyl et prendre, en tant que Parlement, les mesures intelligentes nécessaires, d'autant plus que le parti conservateur avait fait certaines promesses avant les élections. Ces promesses avaient fait les manchettes à Toronto, à Vancouver et ailleurs. Elles annonçaient qu'une des priorités du nouveau gouvernement serait de lancer une grande enquête publique sur l'industrie nucléaire, une chose vraiment indispensable.

Comme je l'ai appris sous le gouvernement Trudeau, aux comités et à la Chambre, il est impossible d'obtenir des renseignements à jour. Toute tentative des conservateurs ou des néo-démocrates pour obtenir une enquête ou des renseignements à jour sur les activités de l'EACL ou de la CCEA était bloquée par les libéraux. Je ne pense qu'il y en ait beaucoup parmi nous qui ont oublié les sommes englouties dans ce secteur, par exemple dans les usines d'eau lourde du Cap Breton. On a dépensé plus de 100 millions de fonds publics pour exploiter ces usines alors qu'il n'y avait pas de marché au Canada et pas de ventes possibles à l'étranger.

Les conservateurs semblent changer d'opinion assez rapidement dans ce domaine . . .

M. Friesen: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Le député de Skeena (M. Fulton) vient de dire que le Canada ne prélevait des échantillons qu'à Vancouver, mais qu'il envisageait trois autres endroits. Je voudrais citer le harsard d'hier où le ministre déclare . . .

Le président suppléant (M. Charest): Je regrette d'interrompre le député, mais je voudrais lui faire remarquer que dans ce débat les discours sont de 20 minutes et qu'ils sont suivis d'une période de questions et d'observations de 10 minutes. Je suis persuadé que le député de Surrey—White Rock—Delta-Nord (M. Friesen) s'intéressera beaucoup à cette dernière période.

M. Fulton: Monsieur le Président, en réponse à la promesse électorale des conservateurs, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney), dans une lettre du 4 juin 1985, adressée à un de mes collègues, disait qu'elle n'avait pas l'intention d'élargir les consultations au-delà du secteur et des provinces en ce qui concerne l'enquête publique sur l'énergie nucléaire. Elle disait aussi:

. . . je suis d'avis qu'une enquête nationale sur ce sujet n'est pas, pour le moment, une haute priorité.

C'est ce que disait la ministre de l'Énergie, au nom d'un gouvernement qui, dans sa campagne électorale, promettait une enquête publique sur le secteur nucléaire.

Il convient aussi de noter ce que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle) disait dans un bulletin de nouvelles rédigé en ces termes:

Selon le député progressiste conservateur Frank Oberle (Prince George—Peace River), l'élimination des déchets nucléaires d'autres pays pourrait devenir un «commerce lucratif».

Cela explique pourquoi le gouvernement conservateur hésite à tenir les promesses très importantes qu'il a faites à ce sujet pendant la campagne électorale.

Je voudrais maintenant citer certains passages d'un article publié en 1982 dans *The Canadian Business Review*. Il s'agit d'un excellent article de Gordon Edwards, qui aurait dû être décoré de l'Ordre du Canada il y a longtemps pour son travail dans le domaine de l'industrie nucléaire. Dans son article, il cite un extrait d'un projet d'étude interne du gouvernement qui disait ceci:

. . . il est douteux «que l'industrie nucléaire survive aux années 80».

Le tableau donné dans *The Canadian Business Review* montre la consommation d'énergie par type de combustible au Canada. Il serait utile d'examiner ces chiffres. Le pétrole représente 52 p. 100 de notre consommation d'énergie. Pour le gaz naturel, le chiffre est de 23.5 p. 100; pour le charbon, il est de 3.9 p. 100 et, pour la pulpe de bois, il est de 4.1 p. 100. L'électricité représente au total 16.5 p. 100 de la consommation, soit 11.4 p. 100 pour l'énergie hydro-électrique, 2.4 p. 100 pour l'électricité produite par le charbon, 1.3 p. 100 pour l'énergie nucléaire, 0.7 p. 100 pour l'électricité produite par le pétrole, 0.6 p. 100 pour l'électricité produite par le gaz et 0.1 p. 100 pour les autres sources d'électricité. Il est important de noter combien peu d'électricité est produite par l'énergie nucléaire. Pourtant, nous dépensons des dizaines de milliards de dollars pour subventionner cette industrie.